

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 21 JUIN 2025 A 9H30

N° 25 06 31

Rapporteur : Christine MOREL

AFFAIRES GÉNÉRALES

AFFAIRES IMMOBILIÈRES

Habitat 76 – Groupe Le Couvent - Régularisation foncière

. Signature - Autorisation

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 21 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un juin à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le treize juin deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Christine MOREL, M. Dominique BELLENGER, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. José GUTIERREZ, Mme Marjorie BELLENGER, M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Sylvie BUREL à Mme Christine MOREL, Mme Justine DUCHEMIN à Mme Marjorie BELLENGER, M. Anthony DE VRIES à M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. Ousmane NDIAYE à M. Dominique BELLENGER, Mme Yvette ROMERO à Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Élise ROGER à Mme Sylvie ROGER.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : Mme Sylvie DUCOEURJOLY (jusqu'au point n° 25 06 02), Mme Sabrina LEFEBVRE (jusqu'au point n° 25 06 02), M. Anthony DEVRIES (à partir du point n° 25 06 39), M. Yoann LEFRANC (à partir du point n° 25 06 39).

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy EVRARD, M. Samuel LEROY, M. Nicolas NOUAILHAS, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 06 03	A partir du point N° 25 06 39
Présents	15	16	15
Procurations	6	7	6
Absents excusés	2	0	2
Absents	6	6	6
Votants	21	23	21

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250621-2506-31-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025
Publication : 01/07/2025

Mesdames, Messieurs,

Habitat 76, Office Public de l'Habitat (OPH) du Département de la Seine-Maritime, exploite un immeuble d'habitation dénommé « Le Couvent » situé à Harfleur, rue Louis Lefèbvre, rue Saint-Just et rue des Caraques.

A l'occasion d'une division parcellaire préalable à la vente des logements, des anomalies foncières ont été constatées, notamment le fait qu'une partie de l'immeuble est bâtie sur une propriété appartenant à la Commune à l'angle des rues Saint-Just et Louis Lefèbvre sur une surface de 18 m².

Afin de régulariser la situation, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la cession à titre gratuit à Habitat 76 de la surface concernée.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU l'avis du Bureau Municipal du 10 juin 2025,

- **autorise la régularisation foncière, sans soulte, du lot 1a d'environ 18 m² au profit d'Habitat 76, dont le siège social si situe à Rouen – 112 Boulevard d'Orléans, permettant de mettre en cohérence le statut et l'usage des sols du groupe « Le Couvent », conformément au plan de division établi par le Cabinet GE360, sous la référence BG25944 actualisé le 8 avril 2025.**
- **accepte qu'Habitat 76 se charge de régulariser le transfert de propriété par acte administratif et prenne à sa charge tous les frais en résultant.**
- **autorise la signature de tout acte et document permettant la régularisation foncière de la situation.**

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Christine MOREL
Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.